



## **Problématique de la participation politique des jeunes au Tchad**

### ***Problem of youth political participation in Chad***

Tchago NDIKWÉ, *Enseignant-chercheur*  
Dieudonné VAÏDJIKÉ, *Enseignant-chercheur*  
Université de N'Djaména  
Melissa WOUTENE, *Doctorante*  
Université de Maroua

Article disponible en ligne : <https://www.revuelestisons.bf>

#### **Pour citer cet article**

---

NDIKWÉ Tchago, VAÏDJIKÉ Dieudonné, WOUTENE Melissa,  
2024, « Problématique de la participation politique des jeunes au  
Tchad », *Revue LES TISONS/RISHS*, Numéro spécial 1, janvier, p.  
611-630.

**Résumé :** Cette étude porte sur le faible engagement des jeunes tchadiens dans la vie politique de leur pays. Ce groupe social constitue plus de la moitié de la population tchadienne qui pourrait davantage participer à l'organisation de la société et la gestion des affaires publiques. Se sentant parfois délaissés ou n'ayant pas leur place dans les partis politiques, beaucoup de jeunes ont fini par accorder moins d'importance aux activités politiques. Quel est le fondement de cette réticence de la jeunesse tchadienne à prendre part activement à la vie politique ? Une approche mixte à dominance qualitative a permis de comprendre que le faible engagement politique des jeunes au Tchad, entre autres dans la ville de N'Djaména, est lié à une faible culture politique, à la vulnérabilité économique, au regard critique envers les institutions et leaders politiques, à l'influence des diasporas à travers les réseaux sociaux. L'étude a pour objectif d'analyser ces facteurs explicatifs de la faible participation politique des jeunes au Tchad.

**Mots-clés :** culture politique, engagement politique, jeunesse tchadienne, vulnérabilité économique, Tchad.

***Abstract:** This study focuses on the low engagement of young Chadians in the political life of their country. This social group constitutes more than half of the Chadian population which could participate more in the organization of society and the management of public affairs. Sometimes feeling neglected or not having their place in political parties, many young people ended up giving less importance to political activities. What is the basis of this reluctance of Chadian youth to take an active part in political life? A mixed, predominantly qualitative approach made it possible to understand that the weak political engagement of young people in Chad, among others in the city of N'Djamena, is linked to a weak political culture, economic vulnerability, a critical view towards institutions and political leaders, to the influence of diasporas through social networks. The study aims to analyze these explanatory factors of the low political participation of young people in Chad.*

***Keywords:** political culture, political engagement, Chadian youth, economic vulnerability, Chad.*

## Introduction

Dans la plupart des régions du monde, nombre d'études et de rapports montrent que les jeunes sont encore minoritaires dans la vie politique. Ces derniers semblent être démotivés par les leaders politiques, les institutions politiques et minuscules dans les processus d'élaboration des politiques nationales.

L'union interparlementaire (UIP, 2020) rapporte que les personnes âgées de 20 à 44 ans constituent 57% de la population mondiale en âge de voter, mais elles représentent seulement 26% des députés du monde. Les jeunes de moins de 30 ans représentent 1,9% des députés dans le monde et plus de 80% des chambres supérieures de parlements n'ont pas de députés en dessous de 30 ans (UIP, 2020). Les jeunes peuvent jouer un rôle important et catalyseur dans les mouvements de démocratie à travers le monde, mais ils sont moins engagés dans le processus électoral et l'activisme des partis.

Les études réalisées par E. Gidengil et al. (2005) montrent que les jeunes ne s'intéressent pas aux activités politiques soit par manque de compétences, soit par manque de volonté. Il résulte aussi de l'enquête menée par l'Eurobaromètre (2005) que, seulement 5% de jeunes adhèrent aux partis politiques et 7% sont dans les syndicats. Dans la même lancée, les résultats des enquêtes de l'Afrobaromètre (2015) menées dans 36 pays d'Afrique montrent que l'engagement politique est généralement faible chez les jeunes africains de 18-35 ans que chez leurs aînés, en particulier en termes de vote.

Cependant, ce désintérêt des jeunes pour la chose politique n'est pas total. Par exemple, en Afrique francophone, ceux-ci font une politique passive. Autrement dit, ils suivent les décisions prises par les dirigeants politiques, s'intéressent aux différents candidats aux élections présidentielles. En effet, les jeunes, engagent très souvent des débats politiques, mais ne veulent pas intégrer les partis politiques ou les syndicats. Ils se disent marginalisés dans le milieu

politique ; ils ont du mal à se faire entendre et pire encore ; ils sont classés le plus souvent dans la zone des immatures. C'est ce qui explique leur attitude réticente à l'égard de la chose politique. Pour les jeunes, la politique est généralement considérée comme un espace réservé aux hommes expérimentés en la matière et comme ils sont souvent désavantagés dans l'accumulation de cette expérience pour s'engager véritablement, ils sont systématiquement exclus. C'est le cas des jeunes tchadiens.

Au Tchad, plus de la moitié de la population (50,6%) a moins de 15 ans. La tranche d'âge de 15-35 ans est la plus élevée, 47,9% (INSEED, 2021). Si sous d'autres cieux, on sent un certain engouement des jeunes pour la chose politique, les jeunes du Tchad participent moins que les citoyens plus âgés dans la plupart des processus politiques officiels comme les élections. Ils ne sont pas formellement représentés dans les institutions politiques nationales telles que les parlements. Beaucoup d'entre eux ne sont pas associés aux prises de décisions utiles pour la construction d'une nation. Et pourtant, l'implication des jeunes dans la vie politique formelle est importante et les hautes autorités en ont conscience.

La question de l'engagement politique des jeunes tchadiens, en l'occurrence ceux de la capitale (N'Djaména), et la problématique de leur intégration dans les cercles de prise de décisions, au-delà des débats dont elle fait l'objet, a particulièrement attiré notre attention. Nous avons remarqué que les jeunes qui constituent 70% de la population tchadienne (INSEED, 2020) et qui sont directement concernés par les problèmes contemporains de ce pays recherchent un refuge qui n'est rien d'autre qu'une réticence à tout, à la politique, du fait « des revers majeurs dus au brassage des papiers devant lui, et la propagation du chômage parmi les classes éduquées »<sup>1</sup>. Cela limite leur participation au développement du pays et leur épanouissement

---

<sup>1</sup> <https://www.africa-press.net/tchad/dossiers/le-tchad-quel-role-pour-les-jeunes-et-quel-avenir-en-politique>

personnel. Dans ce cas, peut-on affirmer que la réticence des jeunes tchadiens à participer aux activités politiques est la résultante des problèmes sociopolitiques et économiques qui les éprouvent ?

Pour répondre à ces préoccupations et à partir d'une approche mixte à dominance qualitative basée sur l'observation directe et les entretiens individuels, nous avons axé la présente étude sur les différentes formes d'engagement politiques des jeunes, les jeunes tchadiens et l'ignorance de la culture politique, la vulnérabilité économique et la faible participation de la jeunesse tchadienne aux activités politiques, la méfiance des acteurs politiques du désengagement politique des jeunes, la manipulation des jeunes tchadiens dans les réseaux sociaux : une incitation au rejet de la vie politique.

### **1. Les différentes formes d'engagement politique des jeunes**

La politique peut se définir dans une conception générale, comme l'art de gérer les affaires de la cité (Aristote, 2015). Elle immerge tous les aspects de la vie au sein d'une société. Elle est aussi vieille que la volonté des individus de coexister dans le cadre d'une société. Il ne peut exister une société sans politique ou d'acteurs politiques. Autrement dit, il n'existe pas de communauté humaine sans organisation, sans règles, sans répartition de tâches entre des gouvernants et des gouvernés, sans un système de gestion de ressources et sans des acteurs qui s'organisent pour conquérir, exercer et conserver le pouvoir d'administration partielle ou totale de la cité.

Au Tchad, la réticence de la jeunesse à « percer dans la jungle de la politique » est d'actualité<sup>2</sup>. Le contexte actuel est marqué par le désintérêt des populations pour la chose politique. Au Tchad, la tranche d'âge de 15 à 35 ans représente plus de 53% de la population

---

<sup>2</sup> <https://www.africa-press.net/tchad/dossiers/le-tchad-quel-role-pour-les-jeunes-et-quel-avenir-en-politique>

tchadienne mais elle est celle qui participe moins aux activités politiques du Tchad. Cette première partie a pour objectif de présenter les différentes formes d'engagement politique que l'on rencontre le plus souvent dans notre société.

Les formes conventionnelles de l'engagement politique sont liées à l'action et à l'engagement politique dans le cadre du système institutionnel (mandat politique, vote, syndicalisme, engagement associatif). Ces formes conventionnelles visent à permettre le fonctionnement des mécanismes de la démocratie représentative (D. Gaxie, 2000).

Le militantisme politique est l'une des formes de participation démocratique fondamentale. Il est nécessaire au bon fonctionnement de la vie publique en assurant la vitalité des partis et la possibilité d'une compétition politique.

Les démocraties représentatives fonctionnent avec le système électoral, qui permet le choix des représentants politiques. Le vote, son organisation et sa symbolique sont au cœur des démocraties contemporaines. Le vote permet à l'individu d'exprimer ses idées et ses choix. Il permet également de participer à la légitimation du système démocratique et à la répartition du pouvoir comme l'affirme D. Gaxie (2000). Le problème de l'abstention électorale constitue un enjeu direct de la démocratie et de son bon fonctionnement.

Les citoyens expriment le plus souvent leurs avis par la voix du vote. La consultation électorale est la plus grande opportunité qui est offerte aux jeunes ainsi que tous les citoyens d'opérer un choix rationnel de la personne ou des personnes qui les représenteront. C'est un devoir dont aucun citoyen conscient ne devrait s'en substituer. Hélas, force est de constater que les jeunes votent de moins en moins ces dernières années. L'expérience des dernières élections présidentielles prouvent que les jeunes ne s'intéressent pas assez au vote (entretien avec C6 à N'Djaména le 29 juillet 2021).

Cependant, cette faible participation des jeunes aux activités politiques s'est accompagnée « de l'émergence du phénomène d'une forte implication des jeunes dans l'opposition armée et les associations de la société civile », étant donné que ces dernières abordent « leurs enjeux et leurs problèmes économiques et sociaux de manière tangible », souligne A. Chennoufi<sup>3</sup>.

De toute évidence, l'engagement dans la société civile, comme l'engagement syndical, constitue une forme particulière d'engagement politique. L'objectif des syndicats est d'influencer les représentants politiques pour obtenir des lois favorables aux intérêts des employés et employeurs défendus. Il en est de même pour l'engagement associatif ; celui-ci repose sur la participation du citoyen ou d'un groupe de personnes à un projet commun ou à des activités collectives. Les associations sont une partie de la société civile et sont reconnues par la loi. Toutes les associations n'ont pas un rôle politique direct. Certaines peuvent jouer un rôle complémentaire dans la vie politique en assurant la diffusion des idées ou en luttant pour certaines causes.

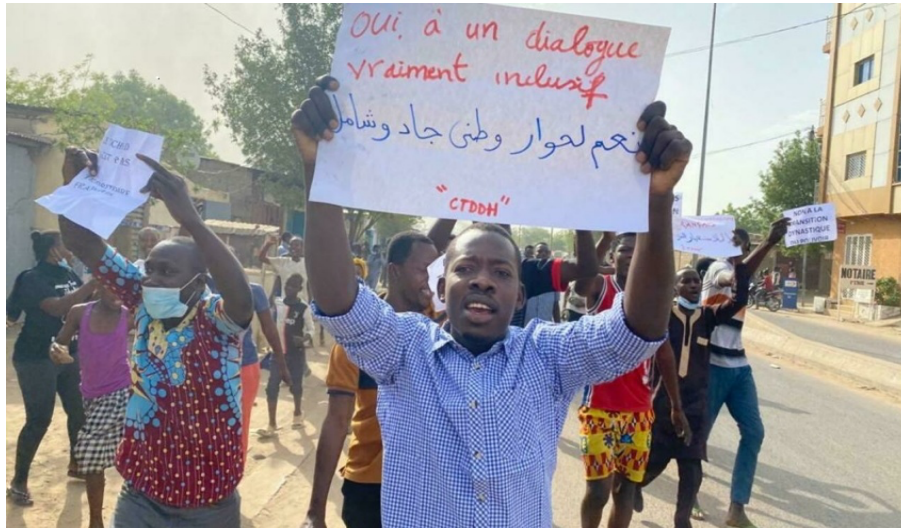
Certes, beaucoup de jeunes, comme l'affirme A. Chennoufi (2021), pensent qu'il ne sert à rien de s'impliquer dans la vie politique. Mais certains d'entre eux accordent un intérêt de premier plan aux associations (apolitiques et à but non lucratif) et le travail au sein des organes de la société civile qui leur permet de participer à la gestion des affaires publiques, de façon indirecte.

En revanche, les formes non conventionnelles de l'engagement politique sont liées à l'opposition, aux formes institutionnelles ou au blocage des mécanismes démocratiques. Elles comprennent les grèves, les manifestations et les actions collectives.

**Vue des manifestations des jeunes à N'Djaména, le 27 avril 2021**

---

<sup>3</sup> <https://www.africa-press.net/tchad/dossiers/le-tchad-quel-role-pour-les-jeunes-et-quel-avenir-en-politique>



Source : Enquête de terrain, N'Djaména le 28 juin 2021

Le droit de grève est un droit constitutionnel. Le travail est un droit et non un devoir. Les travailleurs sont engagés dans un contrat mutuel garanti par le droit du travail, qui permet au citoyen de se soustraire à celui-ci pour manifester son désaccord, le dénoncer ou réclamer sa modification. Dans les faits, la grève doit être déclarée par les syndicats selon des conditions définies par les conventions collectives.

Le droit d'association et de réunion est également un droit constitutionnel. Il permet aux citoyens de manifester collectivement et il découle de la liberté d'expression garantie par la Constitution. Les manifestations désignent une action collective d'expression des citoyens. Dans les faits, elles sont encadrées par la loi pour garantir la sécurité des manifestants et plus généralement de la société (déclaration de parcours, lieux), (Charte Africaine de la jeunesse, 2006).

Il existe de très nombreuses autres formes d'actions collectives qui constituent des formes variées d'engagement politique non



conventionnel : sit-in, campagnes de tracts, occupations de lieux publics, boycotts ou au contraire surconsommation de certains produits. Le développement des médias (presse, radio, télévision) puis d'internet et autres réseaux sociaux a conduit à la création d'un espace médiatique à la fois objet et vecteur d'expression politique.

De ce qui est dit, nous constatons que les jeunes tchadiens participent moins à la politique conventionnelle. Ils se livrent aux manifestations publiques, boycotts et aux marches pacifiques pour exprimer leur mécontentement ; puisque ces derniers ne sont pas encadrés et éduqués sur la culture politique qui constitue l'une des raisons qui expliquent leur manque d'intérêt pour la politique conventionnelle.

## **2. Les jeunes tchadiens et l'ignorance de la culture politique**

La culture politique désigne un ensemble de connaissances et de croyances permettant aux individus de donner sens à l'expérience routinière de leurs rapports aux gouvernements et aux groupes qui leur servent de références identitaires (P. Braud, 2008). Le déficit de culture politique peut entraîner chez les jeunes des conceptions et perceptions péjoratives sur le domaine de la politique et justifier pour autant leur manque d'intérêt.

Au Tchad en général et à N'Djaména en particulier, un pourcentage important des jeunes ont une mauvaise perception de la politique. La notion de la politique est le plus souvent rattachée à la corruption, aux promesses non tenues, aux mensonges, aux pratiques occultes, etc. Cela veut dire que « les jeunes tchadiens ne sont pas vraiment éveillés et manquent de culture politique ; voilà ce qui explique leur sous engagement » (entretien avec C7 à N'Djaména le 22 juillet 2021). Pour ce jeune tchadien, pour faire de la politique, il faut au moins savoir ce que c'est que la politique. Il faut avoir connaissance de l'utilité de son adhésion à un parti politique, connaître le rôle des institutions politiques et activités politiques etc.

Mais ce n'est pas le cas pour la plupart des jeunes qui « passent leur temps à boire et faire la fête et laissent ainsi la politique aux personnes âgées » (Même entretien).

L'ignorance et le sentiment d'incompétence amènent les jeunes à avoir une certaine apathie pour la chose politique. C'est dans cette logique que Friedrich et Judith (2014) dans leur tentative de justification des raisons du désintérêt politique des jeunes affirment ceci : « Le déficit de culture politique et le sentiment d'incompétence en matière politique ; le jeune très souvent ignore l'histoire politique de son pays, le rôle et la fonction des institutions (mairie, parlement, gouvernement, etc.), l'importance des élections, les voies d'action politique ».

Faire de la politique est considéré par beaucoup de jeunes tchadiens, à l'instar d'autres jeunes, comme une affaire d'ainés, de gens qui ont fait les indépendances, ceux qui ont participé à la guerre civile, etc. Pour ce leader politique,

La politique, en elle-même, était très mal vue au Tchad, ce qui fait que les jeunes ont une certaine méfiance, une certaine indifférence vis-à-vis d'elle. Les jeunes ont des idées erronées concernant la politique. Ils pensent que faire la politique c'est mentir, ceci cela ; les jeunes ont donc grandi avec une mauvaise perception de la politique (entretien avec C5, à N'Djaména le 06 juillet 2021).

Ces propos laissent croire que les hommes politiques ou les institutions des partis ne remplissent pas la fonction qui leur est confiée par la constitution et la loi, celle d'encadrer les citoyens et de les éduquer sur la culture politique ainsi que sur les valeurs de la citoyenneté (A. Chennoufi, 2021). Ils prétendent que c'est l'éducation scolaire qui s'en charge, qui situe sur l'importance de la politique, enseigne aussi les principes de la démocratie, etc. Or, le système éducatif, dans la plupart des régimes politiques, en particulier démocratiques, « tel qu'il existe est insatisfaisant » (L. Tower Sargent, 1987, p. 248).

Les jeunes ont un sérieux problème de manque de culture politique, puisque pendant longtemps au Tchad, la politique a été considérée comme un tabou et une chasse gardée d'une certaine catégorie de Tchadiens. La politique est un monde qui ne cesse d'effrayer les jeunes, surtout à N'Djaména où la population « diabolise » le domaine de la politique. C'est d'ailleurs en ce sens que le coordinateur de l'association de la Jeunesse Étudiante Chrétienne affirme :

Les perceptions négatives que les jeunes ont de la politique sont liées à la question de la politique. Au Tchad, les jeunes n'ont pas une bonne image de la politique, ils voient la politique d'un côté négatif en ce sens que quand tu es là-bas, on te considère comme quelqu'un de pourri, de gâté qui favorise le népotisme, le favoritisme, le clientélisme. Bref, tout ce qui est négatif, voilà pourquoi ils ne veulent pas faire la politique (entretien avec C6 à N'Djaména le 24 juin 2021).

Le manque de culture politique est évoqué par la quasi-totalité des enquêtés pour expliquer la faible participation des jeunes à la vie politique. En d'autres termes, l'ignorance de l'histoire politique du Tchad, la méconnaissance des fonctions des élections, des institutions politiques, font que la population tchadienne, qui serait en majorité analphabète, attribue à la politique toutes les connotations négatives. Ce qui décourage de plus en plus les jeunes d'y adhérer. Et pourtant, la politique en tant que telle n'est pas une mauvaise chose. Elle permet à chaque couche de la société d'apporter sa contribution au développement du pays.

Cependant, le manque de culture politique n'est pas le seul élément explicatif du sous engagement politique des jeunes. Il y a aussi la vulnérabilité économique ainsi que le regard critique des jeunes sur les institutions et les acteurs politiques.

### **3. La vulnérabilité économique et la faible participation politique de la jeunesse tchadienne**

L'importance de l'argent en politique ne saurait se réduire à son influence sur tel ou tel acteur, si démesurée soit-elle. Le problème est plutôt que l'argent permet, à ceux qui en disposent, de dominer le champ des idées politiques publiques (notamment en ce qui concerne leur dimension économique). Certes, le financement des campagnes fait partie du problème mais le véritable enjeu est ailleurs : de fait, l'argent détermine qui a droit au chapitre, quels problèmes sont abordés, et quelles politiques publiques sont envisageables<sup>4</sup>. L'influence de l'argent n'est donc pas à chercher dans des qui pro quo (ou telle ou telle personne en paierait une autre, en échange de faveurs politiques), mais dans le fait qu'il structure le débat en contrôlant l'accès à l'arène politique. Il s'agit là d'un pouvoir déterminant, puisqu'il décide des candidats, des thèmes qu'ils abordent en priorité et de la manière dont ceux-ci sont traités.

Selon certains observateurs, les sommes nécessaires pour mener une campagne sont susceptibles d'écarter des candidats compétents mais sans ressources. Les candidats qui ont plus d'argent parviennent à séduire et convaincre facilement l'électorat. Et pourtant, comme le dit J. Jacques Rousseau (2001, p. 133), « dans un État vraiment libre les Citoyens font tout avec leurs bras et rien avec l'argent » ; puisque l'usage de l'argent aux fins politiques ruinerait l'État.

Au Tchad, lors de campagnes électorales et autres activités politiques, le parti au pouvoir emploie toujours de gros moyens pour financer les bureaux de soutien, la confection des t-shirts et des casquettes, la distribution des petits cadeaux à la population, etc. Au-delà de ces petites dépenses, le parti subventionne les activités sociétales telles que l'implantation des forages dans les quartiers reculés des villes, telles que N'Djamena, ainsi que les petits villages

---

<sup>4</sup> <https://laviendesidees.fr/comment-l-argent-controle-l-acces-a-l-arene-politique.html>

qui font face à une carence d'eau, la construction et l'aménagement des écoles et centres de santé, etc. De part ces stratégies, ils parviennent à gagner la confiance de la population ou, comme l'affirme H. Ndouba, à l'instrumentaliser. Par exemple, la manipulation politique des jeunes est une réalité au Tchad. « Au regard du manque d'emploi, le difficile accès à la Fonction Publique, les partis attirent les jeunes par l'emploi, ce qui devient un jeu d'attraction »<sup>5</sup>.

L'absence de ressources financières et matérielles est la conséquence de la précarité des conditions de vie des jeunes. Pourtant, l'engagement politique nécessite de mobiliser un minimum de ressources qui font très souvent défaut aux jeunes ainsi qu'à la plupart des adultes vivant dans des pays dits pauvres. 80% de nos enquêtés affirment n'avoir pas assez de ressources financières pour faire la politique. Pour eux, le plus important, c'est d'abord de trouver une activité qui leur permette de survivre, puisque l'État ne veut pas les intégrer. Une jeune diplômée sans emploi du 7<sup>ème</sup> arrondissement de la ville de N'Djaména que nous avons interviewée sur la question affirme :

Le temps que je vais consacrer à la politique, ce sera mieux que je l'utilise pour faire mes business. Ça fait 4 ans que je chôme avec mon diplôme sans pouvoir avoir même un petit stage. Avec mon état économique désastreux, qui va me remarquer si j'adhère à un parti politique ? (Entretien de terrain le 20 juillet 2021).

Cela signifie que celle-ci, comme bien d'autres jeunes, soutiennent que faire la politique, c'est perdre son temps. Du côté des observateurs de la scène politique, il est vraiment nécessaire

---

<sup>5</sup> <https://www.africa-press.net/tchad/dossiers/le-tchad-quel-role-pour-les-jeunes-et-quel-avenir-en-politique>

d'avoir assez d'argent si l'on veut se faire une place dans la sphère politique. Cette hypothèse est confirmée par un jeune étudiant en sociologie que nous avons interrogé sur le sujet :

Le domaine de la politique est un domaine vraiment exigeant. Ceux qui parviennent à se faire un nom dans les partis politiques sont ceux qui ont beaucoup d'argent, ou ceux qui ont du potentiel et qui savent le faire valoir. Pour avoir une responsabilité dans un parti politique, il faut beaucoup investir sinon, tu ne seras pas remarqué et tu n'auras aucune responsabilité (Entretien avec C6 à N'Djaména le 07 juillet 2021).

Eu égard aux avis recueillis auprès des jeunes, acteurs politiques et experts en question politique, il est clair que la vulnérabilité économique peut expliquer à 70% le faible engagement politique des jeunes tchadiens. Le contexte économique désastreux dans lequel vivent ces jeunes ne favorise pas leur participation effective à la politique. Il en est aussi de leur manque de confiance aux acteurs et institutions politiques.

#### **4. De la méfiance des acteurs politiques du désengagement politique des jeunes**

La méfiance des acteurs et institutions politiques constituent également une entrave à l'épanouissement politique des jeunes tchadiens. Les institutions politiques auxquelles nous faisons allusion ici sont notamment le parlement, et surtout la Commission Électorale Nationale Indépendante (CENI) qui est l'instance chargée d'organiser les élections au Tchad. La CENI par exemple a prouvé ses limites aux yeux de nombre de Tchadiens qui lui accordent peu de crédit. Pour eux, c'est un organe qui est mis sur pied par les hautes autorités pour garantir leur pérennité au pouvoir. Il en est de même du parlement qui a aussi perdu sa crédibilité à cause de son laxisme à l'égard des décisions impopulaires qui sont prises ainsi que la

modification des textes de base de la république au profit des intérêts du système politique en place.

Il est important de relever que les hommes politiques tchadiens se sont illustrés depuis les indépendances par des postures et des comportements peu orthodoxes, contreproductifs et diamétralement opposés aux intérêts légitimes du peuple tchadien. La majorité des jeunes que nous avons interrogés ne font pas confiance aux hommes politiques. À leurs yeux, les hommes politiques ne jouent pas pleinement leur rôle dans la société. « Les jeunes ont l'impression d'être dupés par les aînés qui sont engagés dans la gestion de la chose politique et d'une certaine manière, ils sont dissuadés par le manque de résultats des aînés » (Entretien de terrain le 02 juillet 2021).

À cause de manque de projet clair de société, les hommes politiques tchadiens ont réussi à s'attirer la méfiance et le manque d'estime des citoyens. « Les hommes politiques tchadiens n'ont pas d'objectifs clairs, ils ne sont pas bien formés, ils n'ont pas de projets de société bien établis, ils manquent de stratégies, de convictions et de vision. C'est bien dommage ! » (Entretien de terrain du 24 juillet 2021). Ce sont là les propos d'une jeune militante d'association de la société civile que nous avons questionnée sur ce qu'elle pense des hommes politiques tchadiens. Ces derniers sont souvent associés aux mensonges, manipulations, corruptions, etc. Pour ce jeune que nous avons rencontré lors de nos enquêtes :

Les hommes politiques sont là pour leurs intérêts. On constate avec beaucoup de regret qu'ils ne font pas la politique pour le bien de la population, ils proposent aux jeunes des choses mais dès qu'ils sont élus, ils ne tiennent plus leur promesse. Il y a certains qui ont vraiment des bonnes idées mais une fois qu'ils ont la possibilité d'arriver au stade de gestion, ils pensent autrement. Tout cela ne donne pas goût aux jeunes de faire la politique. (Entretien avec C14 à N'Djaména le 02 juillet 2021).

Au-delà des perceptions de certains jeunes de la politique et qui soi-disant expliquent leur faible engagement dans la politique, le contexte sociopolitique tchadien est une des raisons qui expliquent cette apathie politique et qui elle-même est exacerbée par les canaux de communication tels que les réseaux sociaux où les diasporas tchadiennes amènent les jeunes à se désintéresser davantage de la vie politique.

### **5. La manipulation des jeunes tchadiens dans les réseaux sociaux : une incitation au rejet de la vie politique**

Ayant déjà abordé les facteurs internes du faible engagement politique des jeunes, il sera question dans cette partie de notre étude de répertorier les facteurs externes du sous engagement politique des jeunes au Tchad. Ces facteurs sont prioritairement liés à la manipulation de la jeunesse par les diasporas à travers les réseaux sociaux.

Avec l'avènement des réseaux sociaux et du web participatif, les usages et comportements ont été chamboulés. Ces changements ont affecté la population mais également les institutions représentatives et, bien entendu, les représentants de l'État que sont les politiques. Le politique est aujourd'hui en mutation. Si auparavant l'homme politique était inaccessible, réfugié dans ses instances, il est désormais devenu le *voisin d'à côté*. Pour certains, Twitter, Facebook et Instagram sont devenus des moyens de communication de proximité auprès de la population. Si cette proximité libère la parole, elle pose également le problème de la « politique émotion », cette politique de réaction « à chaud » imposée par les réseaux sociaux qui entraîne un manque de recul des pouvoirs publics.

Les réseaux sociaux font partie d'une tendance qui impacte fortement l'opinion publique et qui transforme toutes rumeurs en une solide information, cristallise toutes les peurs pour en faire des



réalités et ne tolère pas l'approximation. Des personnes influentes le plus souvent utilisent ces canaux pour désinformer les usagers. À N'Djaména par exemple, de nos jours la majorité des jeunes est sur les réseaux sociaux et suit les actualités. Cependant, pour ce qui est de la communion autour de la politique, les diasporas tchadiennes, qui se constituent en mouvements citoyens, ont une forte influence sur les jeunes. Pour autant qu'ils sont suivis et respectés, ces tchadiens de l'extérieur, pour la plupart, ne manquent aucune occasion de vilipender les politiques. Ils donnent l'impression aux jeunes qu'il n'y a que du négatif dans la politique. C'est ce que dit ce post d'un de ces influenceurs que nous avons trouvé sur Facebook :

La politique au Tchad, c'est de la cacophonie. C'est une véritable perte de temps, ceux qui s'en sortent dans cette sphère sont des lèches bottes, des traîtres et sans gêne. Ce n'est pas vraiment la peine de s'engager dans la politique chez nous. Pour moi, je ne vois pas d'intérêt dans ce domaine. S'engager dans les luttes citoyennes au côté des associations de la société civile, voilà un engagement bien noble (Enquête de terrain, le 4 juillet 2021).

À travers des publications comme celles-ci, nombre de personnes parviennent à influencer facilement bon nombre de jeunes tchadiens qui ont du mal à se faire eux-mêmes une opinion sur la politique. Les réseaux sociaux, comme le dit H. Dwight Lasswell (1948), fonctionnent comme des seringues hypothermiques à dose homéopathique. Ils façonnent vraiment l'opinion des individus. C'est le moyen le plus rapide et facile d'atteindre un maximum d'individus, c'est ce qui permet d'ailleurs aux leaders d'opinion d'atteindre leur cible. À ce sujet, un conseiller de la jeunesse nous dit ceci : « Avec l'avènement des réseaux sociaux, il est trop facile pour des personnes mal intentionnées de détourner les jeunes. Vous me demanderez comment, laissez-moi vous dire qu'à travers des posts sur Facebook, des statuts sur WhatsApp, ils

parviennent vite à les atteindre » (Entretien de terrain du 04 août 2021).

La manipulation des jeunes sur les réseaux sociaux n'est plus à prouver. Les diasporas tchadiennes utilisent de plus en plus ce canal pour inculquer leurs opinions aux jeunes. Celles-ci amènent les jeunes, à travers les réseaux sociaux, à avoir une mauvaise conception de la politique. Du coup, ils n'ont pas envie de s'y engager.

### **Conclusion**

Au terme de ce travail, nous pouvons dire que le phénomène de l'apathie des jeunes envers la politique est constaté partout dans le monde. Que l'on se situe en Amérique, en Europe, en Afrique ou en Asie, un pourcentage important des jeunes montre moins d'intérêt pour les formes traditionnelles de la politique et sont, par-dessus tout, faiblement représentés dans les cercles de prises de décisions. Ainsi, c'est un problème qui est vécu en Afrique en général et plus particulièrement au Tchad.

Force est de remarquer que le faible engagement politique des jeunes et la problématique de leur intégration dans les cercles de décisions est un fait complexe. Cette complexité tient du fait que pour sa compréhension, il faut mettre en évidence plusieurs facteurs, des acteurs multiples et des enjeux parfois cachés. Nous avons entre autres les acteurs qui sont les jeunes eux-mêmes, les leaders des partis politiques et les hautes autorités du pays.

Pour mieux comprendre ce phénomène, nous avons dans un premier temps présenté les différentes formes d'engagement politique que l'on rencontre le plus souvent dans notre société. Ensuite, nous avons questionné les jeunes sur les facteurs qui expliquent leur faible engagement politique.

Nous retenons des réponses obtenues, deux grands facteurs explicatifs. Les facteurs qui sont internes aux jeunes et les facteurs

qui leur sont extérieurs. Pour ce qui est des facteurs internes, nous avons le manque de culture politique, le manque de moyens financiers, le manque de confiance aux structures et acteurs politiques. En ce qui concerne les facteurs externes, nous avons l'influence des diasporas à travers les réseaux sociaux.

### **Bibliographie**

AFRICANEWS AND AFP, 2021, « Tchad : une jeunesse désintéressée par la politique », [En ligne], URL : <https://fr.africanews.com/2021/04/08/tchad-une-jeunesse-desinteressee-par-la-politique//>, consulté le 22 décembre 2022.

AFROBAROMETRE, 2016, « Moins d'engagement, moins d'autonomisation ? La participation politique est à la traîne chez les jeunes d'Afrique », Rapport de l'enquête basée sur près de 54 000 interviewés dans 36 pays africains en 2014, publié à l'occasion de la journée de la jeunesse en août 2006.

ARISTOTE, 2015, *Politiques*, Paris, Hachette.

BRAUD Philippe, 2000, *Sociologie politique*, Paris, LGDJ.

CHENNOUFI Anouar, 2021, « Le Tchad : Quel rôle pour les jeunes et quel avenir en politique ? », [En ligne], URL : <https://www.africa-press.net/tchad/dossiers/le-tchad-quel-role-pour-les-jeunes-et-quel-avenir-en-politique>, consulté le 23 décembre 2022.

EUROBAROMETRE, 2005.

GAXIE Daniel, 2000, *La démocratie représentative*, Montchrestien.

GIDENGIL Elisabeth et al., 2005, « Retour vers le futur ? Donner du sens à l'élection canadienne de 2004 hors Québec », Communication présentée à l'assemblée annuelle de l'Association canadienne de science politique, London, Ontario.

HAYEK Friedrich et SHKLAR Judith, 2014, « Le libéralisme de l'inquiétude » dans *Politiques et sociétés*, Vol. 33, Numéro 3, p. 41-64.

HIGDÉ NDOUBA Martin, 2022, « Tchad : dans le désespoir, les jeunes sont une proie pour les partis politiques », [En ligne], URL : [https://www.alwihdainfo.com/Tchad-dans-le-desespoir-les-jeunes-sont-une-proie-pour-les-partis-politiques\\_a116560.html](https://www.alwihdainfo.com/Tchad-dans-le-desespoir-les-jeunes-sont-une-proie-pour-les-partis-politiques_a116560.html), consulté le 22 décembre 2022

INSEED, 2020.

INSEED, 2021.

LA RAJA Raymond, 2020, « Comment l'argent contrôle l'accès à l'arène politique » dans *la Vie des idées*, [En ligne], URL : <https://laviedesidees.fr/comment-l-argent-controle-l-acces-a-l-arene-politique.html>, consulté le 06 janvier 2023

LASSWELL DWIGHT Harold, 1948, *Théorie mathématique de la communication*, [En ligne], <https://www.communicationtheory.org>, consulté le 06 janvier 2023.

ROUSSEAU Jean-Jacques, 2001, *Du contrat social*, Paris, Flammarion.

SARGENT TOWER Lyman, 1987, *Les idéologies politiques contemporaines*, Paris, Jouve.

UNION INTERPARLEMENTAIRE, 2021. « La participation des jeunes au processus démocratique », Résolution de l'Assemblée Nationale de Thaïlande, 2-vol